QUESTIONS ORALES

Le Maire : « Nous avons des questions orales. Il y en avait une première de Monsieur JAMMET. Alors vous aviez posé une question Monsieur JAMMET, la première sur le logement insalubre. »

Monsieur JAMMET : « Oui, Monsieur le Maire, sur le logement insalubre, enfin contre la lutte des marchands de sommeil. Le 10 septembre 2008, vous avez pris un arrêté municipal qui a ordonné la fermeture de l'Hôtel des Lilas pour des raisons d'insalubrité et de sécurité. Le 18 octobre 2008, de la même année, vous avez pris un nouvel arrêté municipal qui a ordonné la fermeture pour la même raison du 20 rue Gambetta et vous vous êtes engagé au relogement des locataires, globalement fini, sauf une pour des raisons particulières. Vous avez ensuite beaucoup communiqué sur votre volonté de combattre les marchands de sommeil après que vous soyez resté sourd d'ailleurs pendant dix-huit mois aux appels des locataires et moi-même que nous vous lancions régulièrement. Pourtant depuis l'Hôtel des Lilas est ré ouvert, ce qui veut dire que vous l'avez autorisé à le faire. Pourtant depuis le 20 rue Gambetta a été ré ouvert sous prétexte, si ma mémoire est bonne et si les déclarations du bailleur sont justes, sous prétexte de locaux de bureaux, annonce que le propriétaire a fait placarder généreusement sur les fenêtres de l'immeuble visible de la rue Gambetta. Or, je sais Monsieur le Maire, que trois logements sur quatre ont été ouverts à la location, que trois baux sont d'ores et déjà signés au 20 rue Gambetta. Je souhaite donc que vous nous donniez ce soir l'information en votre possession et notamment si vous avez eu en main les attestations de conformité des travaux engagés et de manière générale les raisons qui vous ont poussé à lever ces deux arrêtés après vos déclarations antérieures. »

Le Maire : « Monsieur JAMMET, je n'ai pas levé ces deux arrêtés contrairement à ce que vous évoquez, comme j'entends que vous dites que des baux ont été signés au 20 rue Gambetta, c'est donc qu'ils ont été en infraction et c'est donc que nous réagirons par rapport à cela. Si vous pouvez passer à la question suivante. »

Monsieur JAMMET : « Je me permets de vous... ».

Le Maire : « Je vous dis que l'on n'a pas levé ces arrêtés. On n'a pas levé ces arrêtés, Monsieur JAMMET, clairement. »

Monsieur JAMMET : « Je pensais que la ré ouverture de l'Hôtel des Lilas, c'était après un arrêté... ».

Le Maire : « Non, le bar et le restaurant sont ouverts à ma connaissance, l'hôtel ne l'est pas. »

Monsieur JAMMET : « Alors allez faire un tour là-bas, vous verrez. »

Monsieur MARIOJOLS : « Les chambres sont allumées, Monsieur le Maire ».

Monsieur JAMMET : « Oui il y a du monde dans les chambres et depuis un petit moment. Alors ça a commencé sur la partie qui donne à l'extérieur de l'avenue, ça je peux vous le dire, il suffit d'aller faire un tour, de visiter votre ville. »

Le Maire : « Monsieur JAMMET, il va de soi que nous assurons toujours la continuité de ce que nous vous avons dit mais soyez assuré que ces arrêtés n'ont pas été levés. »

Monsieur JAMMET : « D'accord et j'en prends acte. Je vous demande simplement Monsieur le Maire de vouloir me tenir au courant des actions qui seront engagées. Deuxième question, elle vise le stationnement sur la voie publique. J'ai été informé, par plusieurs mantais, qu'un tarif spécial visiblement allait être proposé aux commerçants du centre ville de Mantes-la-Jolie pour un stationnement en surface dans ce que vous appelez les zones bleues. Celui-ci serait, selon mes sources, de 300 € à l'année à comparer aux 607 € que coûte un stationnement à l'année au parking de l'Hôtel de Ville que les commerçants étaient invités à utiliser jusqu'à présent. Les zones bleues que vous avez déterminées, et bien elles ont une capacité limitée et les habitants de ce quartier ils éprouvent, d'ailleurs ça a été cité tout à l'heure déjà, de grandes difficultés à garer leur véhicule au point que certains commencent à s'interroger sérieusement sur l'utilité de la carte de résident à 20 € que vous proposez parce qu'avec ça ils ont le plus grand mal à se garer. Il est évident que cette mesure, c'est-à-dire de rajouter des véhicules nouveaux sur la voie publique, va encore amplifier ces difficultés. Alors je veux dire que je comprends tout à fait que vous souhaitiez faciliter un tout petit peu d'ailleurs l'activité des commerçants mantais, et si c'est votre souci je le partage, mais je vous propose de le faire réellement, je vous propose de rapporter cette mesure et de prendre cette mesure si jamais elle était prise, et d'en prendre une nouvelle. Ca veut dire de subventionner les places de parking souterrain pour les commerçants du centre ville à concurrence d'un prix annuel de 300 € qui resterait à leur charge. Il me semble qu'une telle mesure tout simplement serait neutre pour les commerçants et qu'elle offrirait de surcroît un avantage indéniable c'est de ne pas décrédibiliser vos propres déclarations en faisant occuper la voie publique par des véhicules qui n'y stationnaient pas auparavant et renforcer ainsi les difficultés de stationnement rencontrées actuellement. »

Le Maire : « Merci, Monsieur JAMMET. Je voulais être sûr en vous écoutant que c'était bien ce que j'avais lu tant j'en étais surpris, parce qu'en effet, le 18 mai dernier, vous n'étiez pas là, mais vous avez donné un pouvoir à Monsieur QUEVAREC et j'imaginai tout à la fois que vous ayez lu les délibérations du Conseil Municipal du 18 mai et ensuite vu Monsieur QUEVAREC pour savoir la réalité des décisions qui avaient été prises par le Conseil Municipal. Or, effectivement, quand vous dites, il serait « mes sources de 300 € », oui je vous confirme, c'est dans la délibération que nous avons votée ici même autour de la table et donc vous, en tout cas le pouvoir de Monsieur QUEVAREC, dans un sens ou dans un autre, je vous confirme bien que c'est bien la délibération que nous avons prise il y a de ça à peu près six semaines. Donc je vous confirme vos suppositions. C'est dommage que vous ne communiquiez pas plus entre vous sur ce sujet. Pour le reste, nous allons ma foi voir comment est-ce que cette opération va déjà avoir des effets et soyez assuré que... quelques-uns me disent déjà comment tout ce que nous avons commencé à mettre en place commence à fluidifier tout ce qui concerne le stationnement de surface. Alors il y a maintenant une question de Monsieur QUEVAREC qui nous est arrivée de façon récente. »

Monsieur QUEVAREC : « C'est-à-dire ? ».

Le Maire : « Je vois que le papier est daté du 2 juillet. Mais allez-y, lisez là telle qu'elle est formulée. »

Monsieur QUEVAREC : « Deux choses. Vous n'avez pas ouvert le débat sur le point d'étape Agenda 21, je trouve ça dommage, eu égard à l'heure je le comprends. Cela étant, je veux dire deux choses très rapidement à Monsieur DALBIS, un certain nombre de choses très intéressantes effectivement qui sont dedans mais de grâce n'appeler pas ça un Agenda 21. Ne nous faites pas prendre des vessies pour des lanternes, l'Agenda 21, non s'il vous plaît, Monsieur le Maire.... ».

Le Maire : « C'est comme cela que nous l'avons appelé, nous allons changer de sujet Monsieur QUEVAREC. »

Monsieur QUEVAREC : « Laissez-moi juste terminer cet élément là. »

Le Maire : « Vous, vous appelez cela autrement. »

Monsieur QUEVAREC : « C'est un processus beaucoup plus complexe, global qui nécessite différentes étapes, de nombreuses communes, Gauche ou Droite confondues, qui l'ont engagé, il n'y a aucun problème par rapport à ça ? moi je vous invite à vous engager réellement dans cette démarche. Qu'il y ait une démarche participative, qui fait de prendre en compte différents acteurs, commerçants, associations, habitants ? pour élaborer ensemble, pour trouver d'autres idées, n'ayez pas peur de le faire ? il y aura des idées intéressantes qui sortiront, je crois vraiment qu'il faut s'engager dans cette voie là après.... Entendez ce que l'on dit. »

Le Maire : « Merci, Monsieur QUEVAREC, de ce commentaire. »

Monsieur DALBIS : « Ne vous inquiétez pas, Monsieur QUEVAREC, on va s'en occuper, nos lanternes seront solaires. »

Le Maire : « Bien, si vous pouviez passer à votre question. »

Monsieur QUEVAREC : « Oui, si, si on travaille, mais c'est une instance où on a le droit de s'exprimer. »

Le Maire : « Vous vous êtes exprimé, mais nous savions bien que nous n'avons pas la même vision de la chose et qu'en tout cas, vous, vous avez toujours une vision expansive et d'ailleurs vous, vous êtes toujours sur la méthode mais sur le fond vous n'avez pas grand-chose de différent à proposer. Mais continuez comme ça, ça me va assez bien, en général, et tout le monde l'a bien compris. Allez-y, posez votre question. »

Monsieur QUEVAREC : « Oui, donc ma question concerne un avenir particulier d'un groupe scolaire et d'un quartier et avec une question un peu plus générale. Un certain nombre de choses se disent, et là ce n'était pas dans les précédentes délibérations,

notamment concernant l'école des Bleuets, concernant également les Hirondelles, l'accueil sans hébergement à côté, sur le bâtiment du Conseil Général, ce secteur il est peu dense, il semble que la mairie travaille sur un ou des projets. On souhaiterait effectivement en savoir un peu plus. Et puis, d'une manière plus générale, outre cet élément là, on aimerait bien avoir une vision d'ensemble de vos projets en matière de groupes scolaires, questions simples et claires, si vous avez du mal à répondre à des questions simples et claires, y aura-t-il d'autres fermetures d'écoles à Mantes-la-Jolie, lesquelles et quand ? On entend parler un certain nombre de maternelles en centre ville, on entend parler des Violettes. Je pense qu'il serait bon, vous avez parlé de transparence, d'expliquer clairement ce que vous voulez faire plutôt que de faire de petites actions au compte goutte puisque, effectivement, il y a une stratégie globale dans ce domaine là. »

Le Maire : « Bien, Monsieur QUEVAREC, au moins vous, vous savez bien partir d'un fait qui n'existe pas et essayer de le grossir et d'en tirer une politique, on sait bien que c'est comme ça que vous raisonnez puisque vous êtes toujours dans le contre et pas dans autre chose. »

Monsieur QUEVAREC : « Ce n'est pas vrai, nous avons fait des propositions au cours de ce Conseil, arrêtez de réduire nos propositions là-dedans. »

Le Maire : « Monsieur QUEVAREC, je n'ai pas connaissance de... d'ailleurs il faudrait que vous me disiez, puisque vous disiez il semble que... il serait bien que vous puissiez nous citer vos sources et sur quel projet... ».

Monsieur QUEVAREC : « Des parents d'élèves. »

Le Maire : « Vous avez l'air d'en savoir plus que moi ».

Monsieur QUEVAREC : « Parents d'élèves de l'école Les Bleuets, voilà. »

Le Maire : « Et bien écoutez... ».

Monsieur QUEVAREC : « Je vous signale que peut-être il y aurait une fermeture de cette école. Rassurez-nous dans ce cas là, il n'y a aucun souci. »

Le Maire : « Il n'y a pas de travail sur cette hypothèse, je ne vois même pas de quoi vous parlez c'est pour cela que je voulais que vous le reformuliez, et puis soyez assuré que s'il faut en informer la population, nous savons le faire et nous n'attendons pas après vous simplement pour informer la population, soyez rassuré sur ce sujet. Mais nous savons que vous êtes dès fois dans la désinformation. Bien, merci bien pour cette... ».

Monsieur QUEVAREC : « Monsieur le Maire, la question claire, y aura-t-il d'autres fermetures d'écoles à Mantes-la-Jolie ? Encore une fois dès que vous êtes en difficulté, vous ne répondez pas. »

Le Maire : « Monsieur QUEVAREC, je ne suis pas en difficulté. Contrairement à ce que vous pensez il n'y a pas de travail précis sur ce sujet. Si vous savez me dire combien il y aura

d'enfants dans les écoles dans les années qui viennent et que vous avez une boule de cristal sur le taux de natalité à la hausse comme à la baisse, et bien vous me le ferez savoir. »

Monsieur QUEVAREC : « Vous refusez de répondre, on en prend note. »

Le Maire : « Bien, alors ensuite dernière information mes chers collègues, avant de se quitter nous allons bénéficier d'une Dotation de Développement Urbain. C'est un nouveau dispositif qui vient d'être décidé et pour cela il va nous falloir avoir une séance supplémentaire du Conseil Municipal qui sera très courte, je vous le confirme, et qui sera le lundi 7 ou le mardi 8 septembre. La date vous sera donnée, il est important que nous puissions délibérer avant le 15 septembre. Vous voyez que les délais que l'on vient de connaître, on les a connus cet après-midi, sont extrêmement courts mais comme les enjeux sont intéressants, on va donc s'y atteler et travailler pendant l'été. Donc notez que prochainement le lundi 7 ou le mardi 8, ce sera probablement à 19 heures et il n'y aura qu'une seule délibération, je pense, en tout cas ça sera extrêmement court. »

Monsieur QUEVAREC : « C'est un dispositif national, régional ? ».

Le Maire : « Oui, c'est un dispositif national. »

Monsieur QUEVAREC : « Un Ministère particulier ? »

Le Maire : « Politique de la Ville, Monsieur QUEVAREC. Voilà je vous souhaite à tous de bonnes vacances, reposez-vous bien et revenez nous en pleine forme. »